

informations

la
cgt
Comité Régional
Occitanie

Comité Régional CGT Occitanie

N° 254

Avril 2021



dossier

la
cgt

INSTITUT REGIONAL
D'HISTOIRE SOCIALE

irhs

MIDI-PYRENEES

1871 :

Commune de Paris,
Communes d'Occitanie

Editorial 2**A la une** 3

- Elections TPE 2021 :
les salariés des TPE ont choisi la CGT

Actualité CGT 6

- La CGT, 1^{re} organisation
aux élections CNRACL

**Dossier** 7

1871 : Commune de Paris,
Communes d'Occitanie

Actualité Régionale 11

- La Fédération CGT Mines Energie
active et solidaire auprès de
la jeunesse étudiante !

Activité Régionale 12

- Organiser les travailleurs depuis
le lycée jusqu'à la retraite

Actualité Régionale 14

- La CGT combat le F Haine
à Perpignan le 3 juillet !

Les brèves 15

- Elections IRT :
victoire de la participation !
- Indicateurs économiques et sociaux
de la CGT (Édition 2021)

A vos agendas 15

- Formations IRT

Depuis plus d'un an maintenant le monde et notre pays sont confrontés à une crise sanitaire majeure. Une nouvelle fois, le gouvernement restreint les déplacements et les libertés. Nous dénonçons le manque de lits et de moyens pour l'hôpital public, la casse de notre recherche et de notre industrie incapable de produire le moindre vaccin. Les gouvernements et les puissants n'apprennent jamais rien de leurs erreurs. Ils sont aveugles et sourds au malheur du peuple et aux catastrophes sanitaires et environnementales.

Pendant la crise, les riches sont de plus en plus riches, notre pays compte maintenant 4 milliardaires supplémentaires. La maladie ne frappe pas de façon égale la population c'est la classe ouvrière qui paie le prix cher. Les plus riches vivent 12 ans de plus que les plus pauvres... la covid frappe plus durement les quartiers populaires. Rien d'étonnant... les premiers de corvée n'ont pas d'autre choix que de risquer leur vie pour conserver leur emploi et gagner leur maigre salaire tandis que leurs patrons sont assistés avec des milliards d'argent public.

Durant ce premier trimestre, la CGT bien souvent seule a engagé des mobilisations dans les entreprises de la région comme à la boutique Orange au polygone de Béziers, à la SAM ou Bosch en Aveyron, à Auber Duval ou Fabas en Ariège, etc etc, dans le secteur public, contre Hercule dans le secteur de l'énergie, et dans bien d'autres secteurs, comme l'occupation des lieux culturels.

Contre l'injustice, organisons les salariés, partout, pour gagner une véritable sécurité sociale professionnelle, les 32 heures et exiger le plein emploi! Plus que jamais les questions de l'emploi sont au cœur de nos préoccupations, les plus précaires sont touchés de plein fouet, ce sont bien souvent des femmes et des jeunes dont l'avenir reste incertain. La CGT s'honore à être de l'ensemble de ces combats.



Partout, réunissons les syndiqués et les salariés, les précautions sanitaires ne doivent pas empêcher l'action syndicale, restreindre nos libertés, la liberté de manifester. A l'annonce du joyeux mois de mai un seul mot d'ordre : abuser de nos libertés!

Notre syndicalisme porte une responsabilité immense pour défendre les intérêts immédiats des travailleuses et travailleurs et engager la nécessaire transformation sociale!

Comme nous le disions l'an dernier rien ne sera plus comme avant... mais le monde à venir ne sera pas celui des jours heureux sans une bataille déterminée, massive de tous les secteurs contre le capitalisme qui opprime et assassine.

Non nous ne lâcherons rien encore et encore. Mais nous devons être plus nombreux pour être cette marée salvatrice qui emportera tout sur son chemin.

Alors ce 1er mai 2021, soyons nombreuses et nombreux dans chacune des manifestations. Il faut venir à la manif avec ses collègues, ses amis, sa famille sans oublier de porter la banderole syndicale et les drapeaux rouges de la CGT. Pour la paix dans le monde et la solidarité internationale, pour la défense de l'emploi, la reconquête industrielle, l'augmentation des salaires et des pensions, la défense de nos services publics et de notre sécurité sociale, la réduction du temps de travail, la dignité et la justice sociale.

En masse, en classe descendons de nos balcons où nous avait enfermé 2020. Toutes et tous à la manifestation ! Abusons de notre liberté, rendez-vous donc tout le temps et partout, mais rendez-vous toutes et tous et en même temps pour une belle journée de lutte le 1^{er} mai !

Serge RAGAZZACCI

Secrétariat Comité Régional CGT Occitanie

**Comité Régional CGT Occitanie**

• 7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE
Tél. 05 61 23 35 52

• 474, allée Henri II de Montmorency
34000 MONTPELLIER
Tél. 04 67 15 91 74

e-mail : crcgt.occitanie@orange.fr
site : <http://crcgtoccitanie.reference-syndicale.fr/>

N° 254 • Avril 2021

Prix : 1€

N° d'inscription à la CP 0221S05720

ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication : Lionel Pastre

Conception et réalisation :

Comité Régional CGT Occitanie - 31300 TOULOUSE

Imprimé par le Comité Régional CGT Occitanie
31300 TOULOUSE



Elections TPE 2021 : les salariés des TPE ont choisi la CGT

Et son syndicalisme de proposition, de contestation, de revendication, de lutte et de négociation !

Pour la 3^e fois de leur histoire, près de 5 millions de salariés des TPE étaient invités à prendre part à leurs élections professionnelles, du 22 mars au 6 avril 2021, appelés à s'exprimer pour le syndicat de leur choix.

Sur la région Occitanie, ils étaient 424 911 inscrits,

Issus de 16 grands secteurs d'activité :

- Particulier employeurs salariés ;
- Commerce de détail (24 branches) ;
- Restauration ;
- BTP (13 branches) ;
- Assistants maternels particuliers employeurs ;
- Automobile (4 branches) ;
- Bureaux d'études techniques (Syntec) ;
- Médical (14 branches) ;
- Gros + import-export (13 branches) ;
- Métallurgie (77 branches) ;
- Pharmacie d'officine ;
- Sport et animation (5 branches) ;
- Transports routiers ;
- Spectacle (6 branches) ;
- Gardiens, concierges et employés d'immeubles ;
- Enseignement privé non lucratif.

Ces salariés représentent près d'un salarié sur deux du privé, mais avec des emplois souvent précaires, souvent à temps partiel, instables et/ou saisonniers. Ils ont souvent le sentiment d'être isolés, seuls face à leurs problèmes, persuadés de ne pas avoir les mêmes garanties et droits que peuvent avoir les salariés dans les grandes entreprises !

Mais les salariés des entreprises de moins de 11 salariés ont les mêmes droits que tous les salariés de toutes les entreprises. Mais ils n'ont pas de représentants intra-muros et pas de CSE (Comité Social Economique), et ne connaissent pas ou mal leurs droits à la formation, leurs perspectives d'évolution et de carrière. La CPRI doit pallier ce manque. Leurs représentants dans les CPRI (Commissions paritaires régionales interprofessionnelles), qui vont se mettre en place avant l'été, seront désignés rapidement. Et avoir des élus CGT dans cette instance est une garantie supplémentaire pour être bien représentés, bien défendus et porter des propositions offensives de conquêtes de nouveaux droits. La CGT Occitanie présentait 10 camarades (5 femmes et 5 hommes) et la campagne a été très offensive dans la région, avec une très grande implication militante, malgré le contexte sanitaire très présent.

J'en profite pour remercier les camarades qui se sont présentés sur la liste CGT et tous les camarades qui ont participé, à un degré ou à un autre, à faire rayonner les

Elections TPE 2021 : les salariés des TPE ont choisi la CGT ...suite...

propositions CGT et qui ont mené campagne au plus près des salariés avec des distributions, du publipostage, de l'affichage, etc.

Il faudra une analyse fine de ces élections, mais à chaud, on peut déjà voir plusieurs points importants.

En premier lieu, la CGT reste la première organisation des salariés des TPE!

Notre organisation syndicale a, une nouvelle fois, été placée en tête du scrutin avec 67 634 voix au niveau national, soit 26,31 % et une progression de 1,19 % par rapport à 2016. Cette tendance se confirme également dans l'encadrement avec une progression de 0,78 %. La 2^e organisation syndicale se retrouve à 9,85 %.

Sur l'Occitanie, notre organisation syndicale a également été placée en tête du scrutin avec 6 656 voix, soit 28,17 % et une progression de 0,59 % par rapport à 2016.

La 2^e organisation syndicale est à 11,63 %.

Si nous pouvons nous réjouir de rester la 1^{re} Organisation Syndicale, tant au plan national que sur la région Occitanie, il faudra néanmoins tirer des enseignements du faible taux de participation.

En effet, seulement 265 762 ont pris part au vote au niveau national, et 24 132 en Occitanie.

Pour rappel, lors des derniers scrutins, en Occitanie, en 2012, il y avait eu 10,4 % de participation. En 2016, seulement 29 822 salariés avaient pris part au vote sur 390 912 inscrits, soit 7,63 %.

Elections TPE 2021
Résultats agrégés par organisations candidates

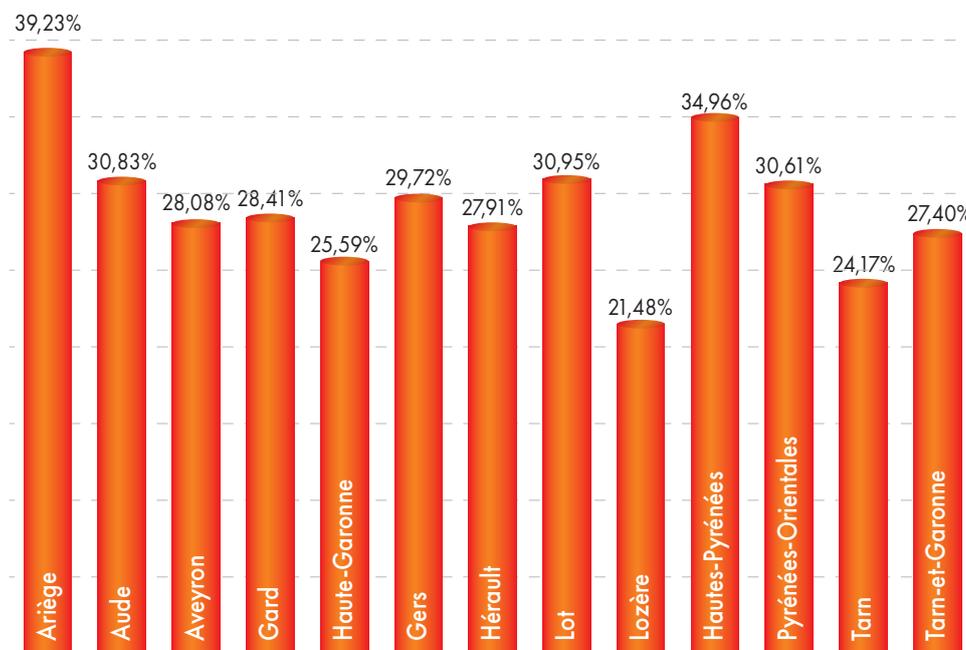
Date du dépouillement : 16 Avril 2021

Résultats	Total	Collège Cadre	Collège Non-cadre
Nombres d'inscrits	4888296	532337	4355959
Nombres de votants	265762	32952	232810
Taux de participation	5,44%	6,19%	5,34%
Blancs et nuls	8654	949	7705
Suffrages exprimés	257108	32003	225105

Résultats	Cadre + Non-cadre		Cadre		Non-cadre	
	Suffrages exprimés	%	Suffrages exprimés	%	Suffrages exprimés	%
FO	35583	13,84%	2132	6,66%	33451	14,86%
CFDT	42309	16,46%	6072	18,97%	36237	16,10%
STC	1797	0,70%	270	0,84%	1527	0,68%
SOLIDAIRES	10973	4,27%	1092	3,41%	9881	4,39%
UNSA	40845	15,89%	3653	11,41%	37192	16,52%
CNT-SO	5081	1,98%	453	1,42%	4628	2,06%
CGT	67634	26,31%	4862	15,19%	62772	27,89%
CAT	2944	1,15%	392	1,22%	2552	1,13%
CFTC	15160	5,90%	2481	7,75%	12679	5,63%
USAP	2144	0,83%	114	0,36%	2030	0,90%
CFE-CGC	9907	3,85%	9907	30,96%	-	-
UGTG	773	0,30%	24	0,07%	749	0,33%
CGTG	130	0,05%	5	0,02%	125	0,06%
UGTM	117	0,05%	1	-	116	0,05%
UR 974	493	0,19%	12	0,04%	481	0,21%
CDMT	182	0,07%	-	-	182	0,08%
CSTM	129	0,05%	5	0,02%	124	0,06%
LAB	459	0,18%	49	0,15%	410	0,18%
SPAMAF	11024	4,29%	-	-	11024	4,90%
CNES	513	0,20%	30	0,09%	483	0,21%
SPELC	326	0,13%	73	0,23%	253	0,11%
SNPST	10	-	3	0,01%	7	-
SNTPCT	744	0,29%	373	1,17%	371	0,16%
CSAFAM	6864	2,67%	-	-	6864	3,05%
SNIGIC	967	0,38%	-	-	967	0,43%
Total	257108	100,00%	32003	100,00%	225105	100,00%

Région	Inscrits	Votants	Taux de participation	Blancs	Nuls	Suffrages exprimés
Occitanie	424 911	24 132	5,68 %	721	138	23 273
	Dont Cadre	39 871	2 590			2 492
	Dont Non Cadre	385 040	21 542			20 781

Résultats	Cadre + Non Cadre		Cadre		Non Cadre	
	Suffrages exprimés	%	Suffrages exprimés	%	Suffrages exprimés	%
CAT	287	1,23 %	26	1,04 %	261	1,26 %
CFDT	3446	14,81 %	449	18,02 %	2997	14,42 %
CFE-CGC	708	3,04 %	708	28,41 %	0	0,00 %
CFTC	1124	4,83 %	144	5,78 %	980	4,72 %
CGT	6056	28,17 %	443	17,78 %	6113	29,42 %
CNES	59	0,25 %	1	0,04 %	58	0,28 %
CNT-SO	535	2,30 %	42	1,69 %	493	2,37 %
CSAFAM	554	2,38 %	0	0,00 %	554	2,67 %
FO	3614	15,53 %	251	10,07 %	3363	16,18 %
SNIGIC	48	0,21 %	0	0,00 %	48	0,23 %
SNPST	1	0,00 %	1	0,04 %	0	0,00 %
SNTPCT	19	0,08 %	9	0,36 %	10	0,05 %
SOLIDAIRES	1275	5,48 %	101	4,05 %	1174	5,65 %
SPAMAF	838	3,60 %	0	0,00 %	838	4,03 %
SPELC	36	0,15 %	15	0,60 %	21	0,10 %
STC	85	0,37 %	11	0,44 %	74	0,36 %
UNSA	3850	16,54 %	280	11,24 %	3570	17,18 %
USAP	238	1,02 %	11	0,44 %	227	1,09 %
Total	23273	100,00 %	2492	100,00 %	20781	100,00 %



Vote CGT par départements

Pour 2021, le pourcentage de salariés des TPE ayant pris part au vote s'élève à 5,68 %. Personne ne peut se réjouir d'un si faible taux de participation.

Il y a beaucoup de raisons qui peuvent expliquer cela. Une étude parue dans la revue de l'IRES sur « les logiques plurielles d'une très faible participation », à partir de l'analyse des élections 2012 et 2016, mettait en avant plusieurs causes :

- le degré de précarité dans ces métiers-là,
- l'ancienneté,
- la difficile émergence d'enjeux électoraux clairs,
- des conditions matérielles du vote peu propices à la participation,
- une distance certaine entre les salariés des TPE et les syndicats.

Ces raisons sont évidemment réelles et nous devons en tenir compte. Tout comme le contexte sanitaire pour ces élections et la fermeture de nombreux commerces qui n'ont pas permis de toucher tous les salariés des TPE.

N'oublions pas que le gouvernement n'a pas non plus été à la hauteur des enjeux de ces élections (trois modifications de la date du scrutin, des difficultés d'acheminement du matériel de vote, une communication quasi absente...).

Comme le dit la CGT, dans son communiqué de presse du 16 avril 2021 :

« D'ores et déjà, la CGT réaffirme que cette élection ne doit plus se dérouler ainsi et que chaque salarié.e de ce pays mérite une représentation digne de ce nom. Une période de vote commune à tout le salariat, permettant le vote physique, doit être instituée. Par ailleurs, il est impératif que les représentant.e.s de salarié.e.s des TPE puissent, enfin, aller à leur rencontre, dans l'entreprise et en dehors de la présence de l'employeur. Cette revendication de proximité et de contact, constitutive d'une représentation syndicale digne de ce nom, est renforcée par le contexte social et économique profondément dégradé par la crise sanitaire. »

En conclusion, les salariés ont à nouveau fait confiance à la CGT. Soyons à la hauteur de leurs attentes !



La CGT, 1^{re} organisation aux élections CNRACL

Les élu-e-s CGT, à noter deux élus Occitanie chez les actifs : Philippe Peretti et Aldo PITARRESI.

Actifs

TITULAIRES

1. Aldo PITARRESI Adjoint technique - Occitanie (09)
2. Cécile MARCHAND Infirmière - Ile de France (75)
3. Ludovic DEGRAEVE Pompier - Provence Alpes Cote d'Azur (84)

SUPPLEANTS

4. Malika BELARBI Aide-Soignante - Ile de France (92)
5. Sophie GALLIENNE Adjointe d'animation - Pays de Loire (53)
6. Philippe PERETTI Infirmier - Occitanie (34)

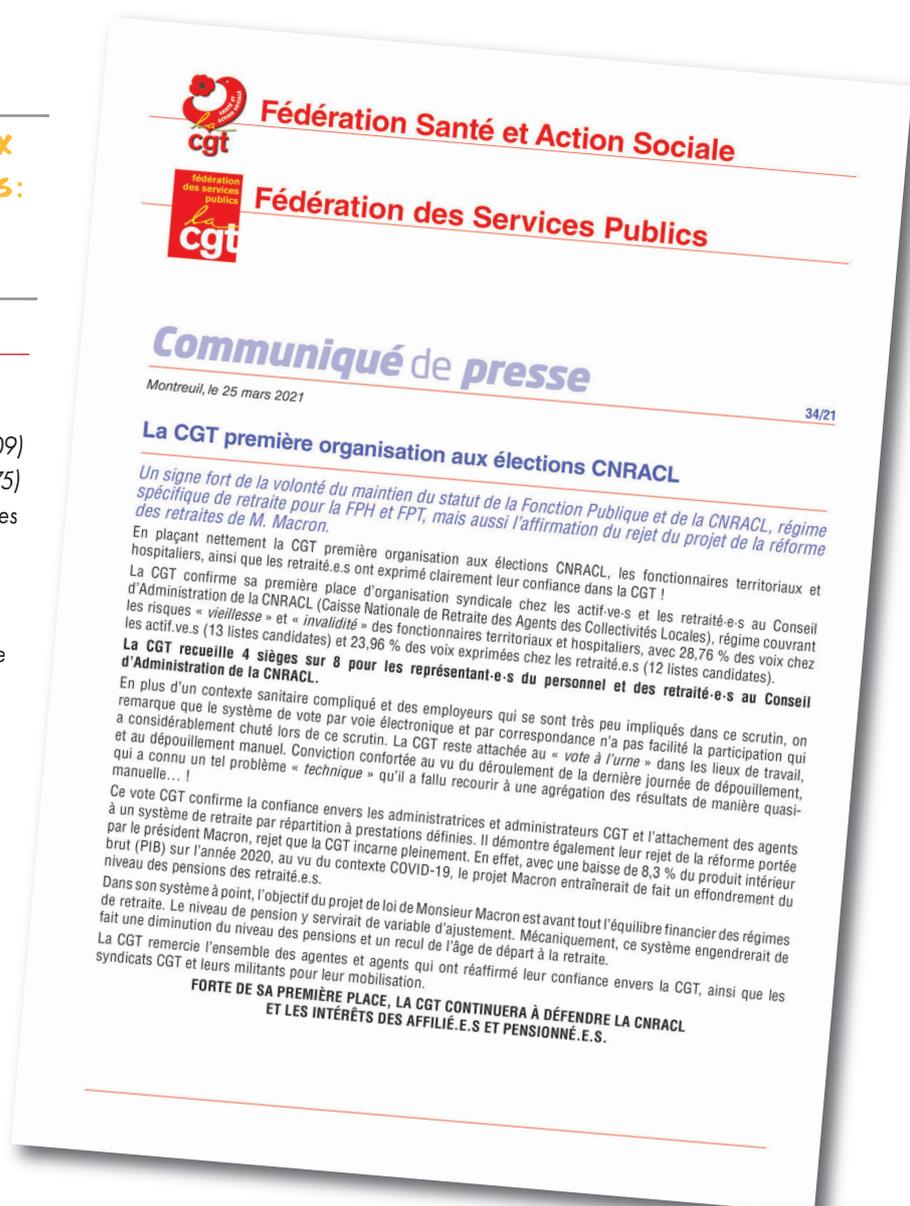
Retraités

TITULAIRE

1. Michèle BEN AZOUZ Sage-Femme - Hauts de France (59)

SUPPLEANT

2. Claude BARRÉ Pompier - Bretagne (29)





1871 : Commune de Paris, Communes d'Occitanie

Le 24 mars à Narbonne et le 25 mars 1871 à Toulouse,
les Communes révolutionnaires sont proclamées.
Leurs textes fondateurs se réfèrent à la Commune de Paris, le 18 mars.
Chacun d'eux affirme une ferme solidarité avec le mouvement parisien.
Mais de récentes recherches, font apparaître l'originalité
de ces Communes occitanes.

L'intégrale du texte de Rémy Pech, historien et président des Amis de Jean Jaurès à Toulouse a été publiée dans le numéro 59 d'octobre 2020 de « Repères », la revue de l'IRHS-CGT. Il peut être lu et téléchargé sur le web : irhs-midi-pyrenees.com

Le contexte des insurrections

A l'abri de la guerre, Toulouse et Narbonne avaient vécu dès septembre 1870 sous l'égide des municipalités démocratiquement élues à la fin du Second Empire. Les préfets nommés par Gambetta : Armand Duportal à Toulouse, Théodore Raynal puis Lucien Trinchan à Carcassonne, vieux quarante-huitards avaient encouragé leurs efforts réformateurs : Liberté de

réunion et de presse, laïcisation des écoles, secours aux pauvres. Au sein des clubs, les débats sur la société future alternaient avec des projets plus terre à terre, dans un foisonnement d'idées et souvent d'invectives qui font refluer vers les tenants de l'Ordre bien des républicains modérés.

La défaite militaire, puis l'élection de l'Assemblée nationale en février, portent au pouvoir une écrasante majorité monarchiste. Thiers, artisan de la paix mais très suspect de penchants

1871 : Commune de Paris, Communes d'Occitanie ...suite...

réactionnaires, dirige le pays. L'insurrection de Paris et l'installation du gouvernement à Versaille déclenchent le processus révolutionnaire dans plusieurs villes de province comme Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Le Creusot, Limoges. Narbonne comme Toulouse s'inscrivent donc dans un contexte général politiquement incertain.

Des événements contrastés

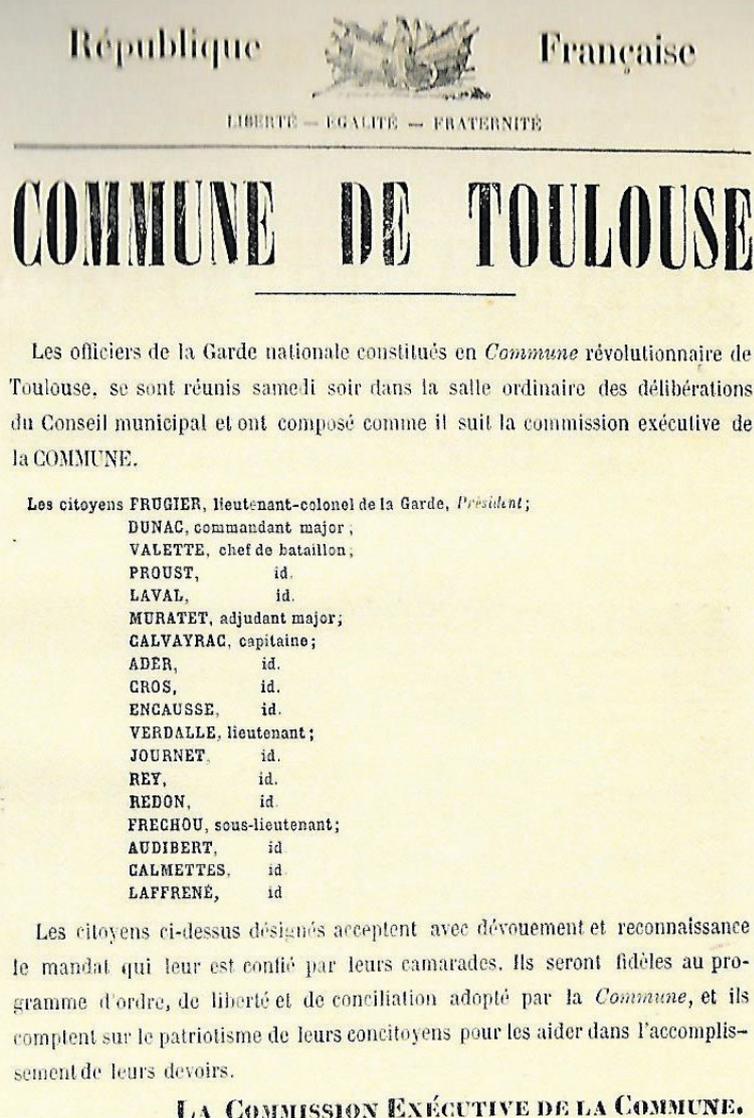
A Narbonne, le 24 mars, l'initiative appartient au Club de la Révolution qui comptait plusieurs centaines de membres. Après le refus de la municipalité dont un seul élément, le jardinier Baptiste Limouzy, était prêt à défier le

pouvoir, les clubistes font appel en vain au Carcassonnais Marcou, républicain éprouvé. Mais c'est finalement Emile Digeon qui dirige le mouvement, baptisé « Commune centrale de l'Arrondissement de Narbonne ».

Proscrit de 1851, revenu dans le Midi après son exil aux Baléares, il s'était affirmé comme orateur enflammé et journaliste acéré.

Après avoir pris en otages le premier adjoint républicain et deux officiers, les insurgés narbonnais sont renforcés le 25 mars par une mutinerie des troupes régulières. Le détachement envoyé pour réduire l'insurrection est submergé par les Narbonnaises, des soldats se rallient aux communards. Pendant une semaine, Digeon essaie sans succès de rallier les villages alentour et de nouer des contacts avec les villes du Midi en ébullition. Au bout de 8 jours, le général Zentz dépêche à Narbonne le régiment d'Infanterie coloniale de Perpignan (les Turcos) qui avait contenu l'agitation dans cette ville. Après la diffusion d'une déclaration du procureur général promettant clémence pour les insurgés, propre à jeter le trouble, l'assaut final est donné. La répression se solde par deux morts et l'arrestation de 17 militants dont Digeon, ses camarades du conseil de la Commune et deux femmes.

A Toulouse, c'est la révocation du préfet Duportal qui provoque le soulèvement, déclenché comme à Paris par les gardes nationales, inquiètes de se voir privées du contrôle de l' Arsenal qui leur avait été confié. Armand Duportal rédige la proclamation insurrectionnelle qui annule sa



Emile Digeon, **le dirigeant de la Commune de Narbonne.**
(Archives municipales de Narbonne).



déposition mais il hésite à rompre avec Versailles souhaitant une « transaction désirable » entre « le gouvernement et le peuple de Paris ». Le nouveau préfet Kératry, sur les conseils du commandant militaire de la ville, Nansouty, se replie à Agen et y prépare un retour en force. Les autorités judiciaires se réfugient à l'Arsenal pour marquer leur fidélité au gouvernement. Kératry revient à Toulouse dès le 27 avec cavalerie et artillerie, tandis que les quartiers bourgeois de Toulouse organisent une milice. L'intermédiation des loges maçonniques et des clubs évitent l'effusion de sang, et l'un des officiers ayant fomenté le mouvement communaliste, Edmond Valette est nommé maire provisoire par le préfet. Les communards toulousains et narbonnais n'ont pas été jugés par les Assises de leur département respectif, le gouvernement redoutant de nouveaux troubles. A Pau, Duportal et 7 autres accusés sont déférés en août 1871. Duportal minimise l'épisode toulousain vu comme une « algarade de corps de garde » ou « une Commune à l'eau de rose ». L'acquittement est général.

En novembre 1871 à Rodez, les 17 communards narbonnais sont aussi acquittés.

Le contenu politique des Communes occitanes doit être évalué en tenant compte de leur extrême brièveté (celle de Narbonne a tout de même été la plus longue de France après celle de Paris et Marseille). Il faut souligner l'extrême prudence des insurgés à l'égard de la propriété privée et de l'ordre public. Les réquisitions indispensables ont

toujours fait l'objet d'ordres écrits et n'ont entraîné aucune violence.

Même si la Commune de Narbonne, avec son chef qui se rapprocha ensuite de Louise Michel et de l'anarchisme, et la participation avérée de nombreuses femmes, revêt une coloration plus vive, les deux insurrections représentaient avant tout la volonté d'approfondir un processus républicain à peine entamé. Elles ne peuvent être réduites à un simple écho du mouvement parisien.

Les deux communes expriment aussi les souffrances et les espérances d'une classe ouvrière très présente. Le futur immédiat confirme ce trait, avec en 1873 le jugement à Toulouse de plusieurs militants ouvriers adhérant à la Première Internationale, souvent déjà repérés en mars 1871.

L'échec des deux Communes occitanes est dû à l'isolement et à la répression. Mais la Commune s'inscrit dans la mémoire collective de mouvements socialistes précoces et efficaces. A Toulouse, Duportal est élu député à 4 reprises de 1876 à 1885. Heybrard, ouvrier lithographe, est à l'origine de la Bourse du Travail inaugurée en 1892

par le maire Ournac et son adjoint Jaurès. La première municipalité socialiste du Docteur Ferroul à Narbonne date de 1891, celle de Toulouse avec Albert Bedouce, de 1906. Le passé révolutionnaire des deux « cités rouges » est encore évoqué par Léon Blum « parachuté » à Narbonne en 1929.

Le rappel rituel à la République « Une et indivisible » a toujours ponctué discours et proclamations. Mais les deux cités insurgées ont renouvelé la méfiance séculaire à l'égard du pouvoir central, l'aspiration à un progrès social à construire sur place sans attendre injonctions ou directives. Un jalon remarquable dans le chemin singulier de l'histoire d'Occitanie.

Rémy Pech

Parmi la bibliographie :

Marc César, *La Commune révolutionnaire de Narbonne*, Editions singulières, 2008.

Rémy Pech, 1871, *La Commune de Toulouse, De la révolte au compromis républicain*, Editions Midi-Pyrénéennes, 2019.

Marc César et Laure Godineau, dir., *La Commune de 1871 une relecture*, Créaphis éditions, 2020.

INVITATION : 9 juin 2021 à Bourse du Travail - Toulouse

Dans le cadre de l'anniversaire des 150 ans de la Commune de Paris et des Communes d'Occitanie, vous êtes conviés le 9 juin 2021 (à partir de 18 heures) à la Bourse du Travail de Toulouse, place Saint-Sernin.

Conférence : la Commune de Paris, les Communes de Narbonne et de Toulouse.

Soirée organisée par les Amis et les Amies de la Commune de Paris dont le président national Jean-Louis Robert sera présent, ainsi que les historiens Rémy Pech et Rémy Cazals. En partenariat avec l'Association des Amis de Jean Jaurès de Toulouse, et l'Institut régional d'Histoire Sociale (IRHS-CGT)

La Commune, première révolution ouvrière

En mars 1871, elle oppose ceux et celles qui refusent de céder à l'envahisseur prussien et luttent pour installer une République démocratique et sociale, à celles et ceux qui préfèrent pactiser avec l'ennemi afin de mater le peuple et faire le lit d'un régime conservateur.

Au XIX^e siècle, au prix d'une lutte des classes intense et d'une rare violence, se succèdent trois régimes différents : la Monarchie sous le règne de Charles X (période de la « Restauration »). Sur fond de crise économique avec son cortège de hausse des prix, de chômage, de déficit du budget de l'Etat, les 27, 28 et 29 juillet 1830 des manifestations à Paris prennent la forme d'une insurrection qui amène Charles X à abdiquer. La forte présence ouvrière est déterminante, mais la bourgeoisie veille. Le changement qui s'annonce ne doit pas menacer ses intérêts de classe. Elle installe Louis Philippe comme roi d'une monarchie bourgeoise. Le credo politique ne varie

pas : au nom de la liberté du commerce, de l'industrie et de l'ordre public, la répression s'accroît. La prise de conscience des ouvriers se forge sur les tares du système capitaliste. La population française se soulève fin février 1848 pour abattre la « monarchie de juillet » qui laissera la place à la deuxième République qui verra Napoléon III en devenir le premier Président, et de rétablir l'Empire par un coup d'Etat (2 décembre 1851 - « Second Empire »). Il constitue un gouvernement composé de monarchistes. La répression qui se poursuit depuis juin 1848 accompagne les désillusions d'une République qui a trahi le prolétariat en l'écartant de la

vie politique. D'autres communes furent proclamées – Marseille, Lyon, Narbonne, Saint-Etienne, Toulouse, Foix, Le Creusot, Limoges... mais furent toutes rapidement réprimées. Tout au long de cette période, des massacres perpétrés par les « versaillais », la classe ouvrière construit et affirme, au prix de durs combats, de conditions de vie et de travail exécrables, son existence, son autonomie, ses revendications, sa façon de s'organiser.

Comme l'écrivait Georges Soria :

« la classe ouvrière parisienne avait, certes, sur la classe ouvrière de province l'avantage d'être plus nombreuse, plus évoluée, mieux organisée [...] elle était encore un monde très divers, différencié sur beaucoup de plans, sauf sur celui de la misère [...] elle voulait transformer le monde, abattre les murailles de la vieille société. Mais elle n'avait pas les clefs dont la possession permet de prendre les citadelles par le dedans. Tel était le protagoniste que Thiers trouva face à lui [...] ».

Bulletin d'abonnement « Repères »

Institut Régional CGT d'histoire sociale Midi-Pyrénées

Je m'abonne à la revue trimestrielle de l'Institut Régional : 15 €

Nom..... Prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse mail :@.....

Renvoyer ce bulletin à :
Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées
7, place du Fer à Cheval • 31300 TOULOUSE



Accompagné du règlement (annuel) par chèque à l'ordre de :
IRHS-CGT Midi-Pyrénées

Jean-Luc Ambrosini
Président de l'IDHS CGT
des Hautes-Pyrénées



La Fédération CGT Mines Energie active et solidaire auprès de la jeunesse étudiante !

A l'image des conventions de mise à disposition de nos centres à destination de l'accueil des migrants, des populations fragiles ou encore des personnels soignants dans le cadre de la Solidarité nationale, les élus CGT des Activités Sociales de l'énergie répondent présents et innovent pour pallier à la détresse morale et matérielle de la jeunesse étudiante.

Pour la Fédération Mines Energie, l'accompagnement des étudiants par le gouvernement est tout simplement inexistant face à la souffrance des jeunes. En proposant de les héberger de façon Solidaire dans un cadre agréable et propice au travail tout en maintenant un lien social, les Activités Sociales de l'énergie tentent de répondre aux besoins essentiels de la jeunesse étudiante dans la période. Solidarité en direction des filles et fils d'Electriciens et Gaziers mais pas que... En effet, ils peuvent être accompagnés d'un ou d'une amie. De plus, le dispositif est ouvert à des jeunes étudiants identifiés par le Secours Populaire Français suite à la signature d'une convention nationale.

Sur notre Territoire, c'est notre Village Vacances d'Almargues qui a été mis à disposition des personnes sans domiciles fixes atteintes du COVID en lien avec la préfecture du Gard et c'est le Village Vacances du Cap d'Agde qui a accueillis plus de 400 jeunes étudiants.

Dans la même dynamique, les Activités Sociales de l'énergie, sous l'impulsion des élus CGT, ont renforcé leurs relations avec le monde des arts et de la culture, par solidarité, mais aussi parce qu'il n'a jamais été aussi urgent de créer un

avenir commun. Il y a urgence de s'interroger sur la question des choix de société qui sont opérés et pour lesquels chaque individu doit s'exprimer.

La CGT reste mobilisée et engagée pour maintenir un lien social, le droit à des vacances de qualité et l'accès à la culture.

Plus que jamais, nos valeurs n'ont été autant d'actualité : Dignité, Justice, SOLIDARITE !!!





Organiser les travailleurs depuis le lycée jusqu'à la retraite

Printemps 2021 : Ce qui reste du syndicalisme lycéen et étudiant « traditionnel » peine à trouver une légitimité.

La Fédération des Associations Générales Étudiantes (FAGE) remporte les élections un peu partout. Sa création a été soutenue par la CFDT de Nicole NOTAT. Son discours diffère peu de celui des ministres de l'éducation successifs, ses actes correspondent aux attentes du MEDEF.

Les suspicions de pilotage gouvernemental (Avenir Lycéen) et les accusations de racisme ou d'atteinte à la mixité (UNEF) exposent au grand jour une réalité que nous connaissons depuis longtemps : Le syndicalisme étudiant a disparu des universités depuis longtemps. La tentative d'implantation de syndicats Solidaires sur les campus est un échec.

A Toulouse, 2^e ville étudiante de France, la CGT ne pouvait pas ignorer cette situation.

- 1- Parce que notre organisation aide depuis toujours les syndicats lycéens et étudiants à fonctionner.
- 2- Parce que les syndicats alertaient l'UD sur le déficit de militants parmi les jeunes qui intègrent les entreprises et les administrations.

Depuis plusieurs mandats, la direction de l'UD travaillait à définir des pistes et trouver des solutions, en lien avec les orientations confédérales. Ainsi, depuis les années 2010, nous avons expérimenté l'échec de « la double affiliation » ;

l'impasse des « collectifs jeunes » ; l'incapacité de la CGT à intégrer les étudiants salariés dans les syndicats professionnels du commerce, de l'éducation, etc.

Nous avons défini les objectifs, le cadre, et les moyens d'action du syndicalisme étudiant avec une préoccupation majeure : Puisque lycéens et étudiants sont des travailleurs en formation, la CGT doit leur permettre de s'organiser, d'établir des cahiers de revendications, de mener la bataille des idées et de créer les mobilisations gagnantes.

Les débats du 52^e congrès ont montré que cette préoccupation était largement partagée dans l'Organisation.

Aussi, lorsque les étudiants sont venus solliciter la CGT, la CE de l'UD 31 et la FERC ont décidé de valider l'affiliation du Syndicat Étudiants Lycéens Apprentis à la CGT. Ses statuts ont été régulièrement déposés en mairie en février 2020. La CGT compte un syndicat supplémentaire qui syndique les



© syndicat CGT SELA

jeunes qui n'ont pas encore trouvé leur place dans un syndicat d'entreprise.

Avec la double crise sanitaire et économique, le SELA a démarré sur les chapeaux de roues. Ses militantes et militants ont tout de suite dû trouver des solutions pour faire vivre la bataille des idées et mener des actions malgré les confinements, les couvre-feux et la fermeture des lieux d'éducation.

Leur présence auprès des lycéens, des apprentis et des étudiants, autant que leur engagement dans les initiatives interprofessionnelles leur permet de se développer.

En multipliant les diffusions de tracts, les discussions débats et les actions de solidarité, le SELA fait vivre les revendications sur les études, le logement, les transports, le 100 % Sécu et le salaire socialisé tout au long de la vie...

Il organise des actions militantes. Les collectes de produits de première nécessité, à la porte des supermarchés sont redistribués dans les cités universitaires. Ces actions permettent de débattre aussi bien avec les clients qu'avec les étudiants. La dernière a concerné plus de 120 résidents de la cité Daniel FAUCHER à qui ils ont présenté la CGT.

Les conditions sont créées pour que le SELA devienne un outil d'adhésion et de formation des futurs militants des syndicats d'entreprises.

Au même moment que se créait le SELA, le Syndicat des Livreurs Ubérisés Toulousains voyait le jour.

En syndiquant des travailleuses et des travailleurs aux statuts aussi atypiques, la CGT démontre que le monde du travail, malgré toutes les tentatives patronales pour le diviser, à plus que jamais besoin de se retrouver autour de revendications de classe et de masse. Pour si peu qu'on le leur permet, les travailleuses et les travailleurs de tout âge et de toutes situations aspirent plus que jamais à dépasser le capitalisme. C'est à la CGT de leur donner les moyens d'engager la bataille pour transformer la société dans le sens du mieux disant social.



© syndicat CGT SELA



© syndicat CGT SELA



La CGT combat le F Haine à Perpignan le 3 juillet !

Le Rassemblement National n'est pas un parti comme les autres et constitue une grave menace pour la démocratie et le monde du travail.

Son approche est fondée sur l'inégalité, en fonction des nationalités, des origines, des religions, des couleurs ou des sexes. Le RN divise et met en opposition le monde du travail et fait ainsi le jeu du patronat. Sur tous les sujets (retraites, impôts, cotisations sociales ...), il est en accord avec le patronat. Il porte un projet de régression sociale, les votes de leurs élus sont contre les travailleurs, contre le droit des femmes et l'égalité femmes-hommes, pour les femmes au foyer, pour le secret des affaires ...

Dans les collectivités locales qu'il dirige, le RN s'attaque à la culture, aux associations, aux droits des femmes et casse le lien social. Il remet en cause notre système de solidarité en portant la suppression des cotisations sociales. Il menace les libertés durement conquises par les travailleurs, la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation. Le RN a choisi Perpignan, première ville de plus de 100 000 habitants qu'il dirige, pour organiser son congrès qui désignera Mme LE PEN comme candidate aux prochaines élections présidentielles.

La CGT66 dans le cadre de VISA 66 (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), appelle à faire du 3 juillet une grande journée de mobilisation nationale à Perpignan contre les idées de l'extrême droite. Syndicalistes, démocrates, citoyens, convergeons tous à Perpignan le 3 juillet.

Nous vous informerons prochainement des modalités de la journée de mobilisation.



Communiqué de Presse



Les salarié.e.s contre l'extrême droite

L'extrême droite a une nouvelle fois répandu sa haine. Hier, jeudi 25 mars 2021, des militants de l'Action française ont fait irruption au Conseil régional d'Occitanie, au cours d'une séance plénière.

Par ses actes, l'extrême droite démontre une nouvelle fois qu'elle est l'ennemie de la démocratie, du progrès social et des travailleurs. Toujours du côté du capital et jamais à côté des travailleurs, elle a montré son vrai visage, sur l'autel de la violence et de l'intimidation !

Cette agression n'est malheureusement pas isolée. Elles se multiplient un peu partout en France dans le contexte d'un débat nauséux alimenté par le gouvernement lui-même.

Bien entendu, dans l'optique des prochaines séquences électorales, l'objectif est de capturer les voix de l'électorat de droite.

L'absence d'alternatives à la crise, l'aggravation de la situation sociale subies par les travailleurs de toutes origines, du privé comme du public, mais aussi par les chômeurs, les jeunes et les retraités fournissent un terrain exploité par l'extrême droite.

La CGT continuera de prendre ses responsabilités. Il est temps de donner des perspectives au monde du travail et de mener une vraie politique de rupture. La sécurité sociale professionnelle et un salaire à vie redonneront de l'espoir aux salariés, s'ils n'ont plus peur du lendemain, et les empêcheront d'aller chercher refuge dans les bras populistes de l'extrême droite.

Nous combattons, partout, les idées, les actes et les politiques portées par l'extrême droite et l'imposture sociale qu'elle représente.

LA CGT Occitanie condamne fermement de tels actes et réaffirme que combattre les idées de droite et d'extrême droite est une nécessité pour toutes celles et tous ceux qui défendent les intérêts des salariés.

Toulouse, le 26 mars 2021

Elections IRT : Victoire de la participation !

Du 29 au 31 mars dernier ont eu lieu les élections du Conseil d'Administration de l'Institut Régional du Travail. L'engagement des militants de la CGT a permis un niveau de participation record. Plus de 40 % des 348 inscrits ont voté. Les votes CGT représentent plus de la moitié des 141 électeurs. Démonstration est faite de l'attachement de la CGT à l'IRT, à son objet et son mode de fonctionnement.

Félicitations à toutes et tous !

Indicateurs économiques et sociaux de la CGT (Édition 2021)

Dette publique, dividendes, financement de la Sécurité sociale, part des importations dans notre empreinte carbone, inégalités de patrimoine, pauvreté, chômage... Les statistiques, les données économiques et sociales sont nombreuses, et on peut rapidement se perdre dans l'océan des chiffres. Ce livret a pour objectif d'équiper les militant·e·s avec des chiffres clairs et expliqués clairement...

Dette publique, dividendes, financement de la Sécurité sociale, part des importations dans notre empreinte carbone, inégalités de patrimoine, pauvreté, chômage... Les statistiques, les données économiques et sociales sont nombreuses, et on peut rapidement se perdre dans l'océan des chiffres.

Ce livret a pour objectif d'équiper les militant·e·s avec des chiffres clairs et expliqués clairement. Il vise à épauler l'action revendicative, à servir de référence sur les grands enjeux économiques. Il a aussi pour but de donner un autre son de cloche que celui qui est majoritairement propagé dans le pays. L'économie, c'est l'affaire de toute la CGT. Comprendre les chiffres pour mener la bataille des idées, convaincre et construire les alternatives... voilà l'ambition de ce baromètre.

Une formation régionale dans le cadre de l'IRT a été réalisée avec Mathieu Cocq du pôle économique de la confédération.

Une formation à reproduire au niveau départementale... à suivre

A vos agendas



Formation IRT : La bataille idéologique et le pouvoir des mots

Les 17 et 18 mai 2021 à Toulouse (au lieu du 10 et 11 mai).

Les stratégies mises en œuvre pour dévoyer le sens des mots. Lecture historique, sociologique de l'utilisation des mots par les dirigeants, gouvernement, patronat.

Le langage outil d'échanges ou outil de la pensée dominante ?

Les « experts » des médias, les « décideurs » politiques et ou patronaux ont-ils un langage particulier ? Est-il neutre ou participe-t-il de la bataille des idées ?

Pour la CGT, rétablir le sens des éléments de langage est essentiel.

ATTENTION
changement de date

Association de Tourisme Social

de la CGT en Occitanie

Nîmes

tourismeloisirs.fr

Tél. 04 66 67 29 20

Toulouse

www.tlcmp.fr

Tél. 05 61 29 83 29

- Une association de Tourisme de proximité **A VOTRE ECOUTE**
- La mutualisation des activités pour un **PRIX ADAPTÉ**
- Des vacances de qualité pour tous, **AU JUSTE PRIX** (locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins : **UNE AUTRE FAÇON DE VOYAGER**
- Un service billetterie **À TARIFS PRÉFÉRENTIELS**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale.

- Locations, villages vacances : **AUX TARIFS COLLECTIVITÉS**
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie **À TARIFS RÉDUITS**
- Réduction **JUSQU'À 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Une assurance sports et loisirs **INCLUSE DANS L'ADHÉSION**

